

L'agriculture

J'ai écouté le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), lorsqu'il a sillonné la province en exprimant ses inquiétudes avec beaucoup de sincérité, j'en suis sûr. Mais cela ne suffit plus. Les gens veulent des résultats. Ils veulent autre chose que de vagues promesses. Ils s'attendent à ce que les efforts du ministre produisent des résultats concrets. Aujourd'hui, ils veulent que le gouvernement s'engage fermement. Une déclaration du ministre qu'il va essayer ou démissionner ne les intéresse pas. Ils veulent que le gouvernement promette de reconnaître le rôle essentiel que joue l'agriculture pour l'avenir du pays et qu'il prenne les dispositions nécessaires pour que les frais que je viens d'énumérer et le fardeau dont nous avons parlé ne soient plus portés uniquement par ce secteur d'importance vitale.

Voyons les problèmes. En Ontario, par exemple, jusqu'à la fin du mois de septembre cette année, 112 agriculteurs ont fait faillite. Dans la province de Saskatchewan, il y en a eu seulement 15. C'est la forme du gouvernement qui fait la différence. Le gouvernement de la Saskatchewan a pris des dispositions afin d'aider les agriculteurs, tandis que le gouvernement de l'Ontario a manqué à son obligation de les protéger dans les domaines où c'était possible. Le problème c'en est un de négligence, non seulement de la part du gouvernement fédéral mais dans bien des cas aussi de la part des gouvernements des provinces.

Il y a des mesures que le gouvernement du Canada doit prendre et dès maintenant. Il y a une semaine ou deux nous avons dit,—ce que nous disons d'ailleurs depuis sept ou huit mois,—qu'il fallait prendre des mesures afin d'aider les propriétaires de maisons. Je pense que le message a été reçu, mais je ne sais pas si nous allons avoir une réponse. Manifestement, le message à retenir c'est que les propriétaires de maison au Canada n'acceptent plus la politique d'aide au compte-gouttes que le gouvernement a adoptée par le passé. Ils ne tolèrent plus d'être à la merci des institutions bancaires du Canada. Le gouvernement fédéral a eu l'occasion de jouer un rôle dans la Société du crédit agricole, mais il n'a pas respecté ses engagements.

Le député conservateur qui a pris la parole tout à l'heure a dit que cela n'était pas la seule solution. Évidemment. Personne ne prétend que ce le soit. Ce n'est pas drôle de constater au mois de septembre que la Société du crédit agricole de l'Ontario n'a plus d'argent à prêter aux agriculteurs ontariens. Le gouvernement est d'autant plus répréhensible qu'au moment où les agriculteurs doivent emprunter des sommes beaucoup plus élevées que les montants qu'ils peuvent jamais espérer retirer de la vente de leurs produits, le gouvernement vient d'accepter que la Société du crédit agricole porte son taux d'intérêt à 16.75 p. 100.

Je ne doute pas un seul instant qu'il y ait une part de vérité dans les rumeurs qui circulent sur la colline parlementaire,

selon lesquelles le ministre de l'Agriculture donnera certainement sa démission si son propre gouvernement ne réagit pas.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est écoulé.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, la motion présentée par l'opposition officielle donne à croire que le gouvernement n'a pas soutenu les agriculteurs canadiens. Je pense qu'elle est on ne peut plus fautive. Il serait plus exact de dire qu'aucun gouvernement du Canada n'a jamais accordé autant d'appui à l'ensemble de l'industrie agro-alimentaire que depuis que je détiens le portefeuille de l'Agriculture.

Des voix: Bravo!

M. Whelan: Il ne servirait à rien de reprendre tout ce que nous avons fait pour l'agriculture depuis 1972, mais je vais essayer d'en rappeler les grandes lignes. Sous notre gouvernement, la loi sur la stabilisation des prix agricoles a été modifiée en vue d'augmenter le pourcentage des versements lorsque les prix tombent en deçà de la moyenne quinquennale, et de rendre plus de marchandises admissibles au programme de stabilisation des prix agricoles.

Le député qui a commencé la discussion d'aujourd'hui nous a dit de montrer la voie. Un ancien député fédéral qui fut également ministre de l'Agriculture de l'Alberta a affirmé la même chose dans un rapport consacré à la commercialisation du bœuf et à plusieurs autres problèmes de l'agriculture en Alberta, rapport qui lui avait été commandé par le gouvernement de cette province. Je veux parler de M. Hugh Horner. Il y disait que nous n'avions pas su donner d'orientation et réclamait une augmentation des paiements de stabilisation comme le député de Nouveau parti démocratique qui vient de prendre la parole.

● (1600)

En 1977, nous avons soumis au Cabinet un projet d'harmonisation totale des paiements de stabilisation que le Cabinet a approuvé et que nous avons présenté aux provinces et aux organisations agricoles. Il s'agissait de couvrir la totalité des coûts de production. Ce projet a été rejeté sous prétexte que c'était de la folie douce que de vouloir offrir un tel programme et un tel revenu et que le programme allait immanquablement amener une production excédentaire. Les provinces et les organismes agricoles ont estimé qu'un tel programme n'était pas nécessaire et c'est pourquoi elles l'ont rejeté. Les choses étaient claires, monsieur l'Orateur. Vous n'aviez pas besoin d'être un génie en économie pour vous en rendre compte. Même un myope aurait pu prédire les difficultés que certains secteurs allaient connaître. Je pense notamment à celui de la viande rouge, qui connaît actuellement de sérieux problèmes. Le député de Medicine Hat (M. Hargrave) est là aujourd'hui et je suis certain qu'il abordera cette question en détail lors de son intervention.